

1975 a été l'Année internationale de la femme, couronnée par la *Conférence mondiale de l'année internationale de la femme* tenue à Mexico, en juin. Bien que les travaux de cette conférence aient été entravés, dans une certaine mesure, par la division qu'ont causée les débats sur plusieurs résolutions à caractère politique, dont une par laquelle on cherchait à «faire disparaître le sionisme», la conférence a accepté un plan d'action mondial visant à améliorer la condition de la femme dans le monde. Le Canada a joué un rôle actif dans la négociation de beaucoup d'autres résolutions, souvent à titre de coparrain. En particulier, il a promis de donner son appui à des programmes concernant la condition féminine dans les pays en voie de développement, par l'intermédiaire de l'Agence canadienne de développement international. Il a aussi appuyé les mesures destinées à augmenter le nombre des femmes membres des professions libérales qui travaillent dans les divers organes de l'ONU, ainsi que les résolutions demandant l'examen et l'évaluation périodiques du plan d'action mondial.

La quatrième grande conférence, soit le cinquième *Congrès de l'ONU sur la prévention du crime et le traitement des criminels*, devait avoir lieu à Toronto, en septembre. Toutefois, le Gouvernement du Canada, influencé par la détérioration du climat dans lequel se tenaient les conférences internationales, a demandé à l'ONU de remettre la tenue du congrès à une date ultérieure (en 1976) que tous pourraient accepter et où les circonstances seraient plus favorables. L'ONU ne s'est pas rendue à la demande du Canada et le congrès a eu lieu à Genève, aux dates prévues à l'origine. En fin de compte, le congrès s'est déroulé sans incident et le Canada y a joué un rôle actif.

Habitat — Conférence des Nations Unies sur les établissements humains

L'année a vu se dérouler, selon le calendrier prévu, les travaux préparatoires d'«*Habitat — Conférence des Nations Unies sur les établissements humains*», qui doit avoir lieu à Vancouver du 31 mai au 11 juin 1976. Lorsqu'a été acceptée l'offre faite par le Canada, à la vingt-septième Assemblée générale des Nations Unies, en 1972, d'accueillir la conférence sur son territoire, le gouvernement fédéral a créé deux secrétariats responsables des dispositions à prendre du côté canadien. Il s'agit du Secrétariat d'accueil, établi au ministère des

Affaires extérieures, et du Secrétariat de la participation, créé au département d'État chargé des Affaires urbaines. En octobre 1975, les fonctions des deux secrétariats ont été transférées à un nouvel organisme, soit le Secrétariat canadien d'Habitat, dont M.J.W. MacNeill est le commissaire général. M. MacNeill avait déjà participé à la préparation de la conférence à titre de secrétaire du ministre d'État aux Affaires urbaines.

Des relations étroites ont été maintenues avec le Secrétariat de l'ONU pour Habitat, que dirige, à New York, M. Enrique Penalosa. Le comité préparatoire de l'ONU pour Habitat, où le Canada est représenté, s'est réuni deux fois au cours de l'année, soit en janvier et en août.

En juin et en juillet, le Canada a été représenté à titre de pays d'accueil, aux réunions préparatoires régionales d'Habitat tenues à Téhéran, au Caire, à Genève et à Caracas.

En septembre, au cours d'une réunion des groupes de travail intergouvernementaux *ad hoc* tenue à Genève, on a fait des progrès considérables dans l'étude du projet de la déclaration de principes que la conférence devrait adopter et dans l'examen des formes d'action qu'elle pourrait recommander sur le plan international.

Des progrès ont aussi marqué la mise en place des installations considérables que Vancouver doit fournir pour la conférence. On a procédé, dans le centre-ville, à la mise sur pied d'un centre pour la présentation des projets, d'un centre pour les visiteurs et d'un centre pour les médias, ce dernier devant permettre la diffusion des reportages dans le monde entier.

On a aussi entrepris la rénovation de Jericho Beach, ancienne base militaire située dans le quartier Point Grey de Vancouver. Cet endroit doit constituer le centre d'activité du «Forum d'Habitat», conférence d'organisations non gouvernementales, nationales et internationales, qui doit avoir lieu en même temps que la conférence officielle d'Habitat.

On a enregistré une réaction intéressante aux efforts visant à amener et à aider les pays participants à donner des présentations audio-visuelles de leurs projets d'établissements humains. À la fin de l'année, plus de 100 pays avaient entrepris de réaliser plus de 200 présentations de ce genre, ce qui constitue un déploiement audio-visuel sans précédent dans l'histoire des conférences de l'ONU. Au cours de l'automne, ont eu lieu, dans tout le Canada, des colloques et rencontres publiques destinés, d'une